

Prévenir la violence : Notre plan d'urgence plus que jamais d'actualité

Après le drame de Sanary Sur Mer IDFO réaffirme l'impérieuse nécessité d'un plan d'urgence pour prévenir la violence. Dans un communiqué de presse le 30 avril 2025, IDFO a présenté le plan d'urgence suivant :

- ⇒ Rapprochement avec le ministère de la Santé pour le rétablissement des lits de psychiatrie et développement de la pédopsychiatrie (création de postes). De vrais moyens donnés aux CMP actuellement totalement saturés (il faut compter entre 6 mois et 1 an en moyenne pour obtenir un rdv). Ces besoins sont reconnus par l'ensemble des acteurs (y compris même les policiers, les associations de parents d'élèves, etc. etc. etc.).
- ⇒ Fin de l'inclusion systématique, maintien des établissements médico-sociaux.
- ⇒ Création de postes d'infirmières, médecins scolaires, assistants sociaux, psy -EN à la place des référents en santé mentale.

Nous demandons le remplacement de tous les personnels absents et la compensation de tous les temps partiels (PERDIR, CPE, AS, infirmière...)

Nous demandons que l'intégralité des moyens en postes affectés au SNU soit réaffectée au profit de la prévention de la violence et de l'amélioration du climat scolaire.

Nous demandons un arrêt des évaluations d'EPL chronophages et dont la plus-value n'est pas démontrée pour dégager du temps aux équipes de direction, aux IA-IPR (et à tous les personnels) pour travailler sur la prévention de la violence et le climat scolaire.

Nous demandons la formation, par des professionnels reconnus ou labellisés, de tous les personnels éducatifs sur un temps banalisé sur les aspects réglementaires (article 40, annexe 3) et de responsabilité ainsi que sur le recueil de la parole de l'élève.